

Juin 2013 : coup de tonnerre en plein ciel bleu

GLAUBER AQUILES SEZERINO¹

Juin 2013 : d'amples secteurs de la population brésilienne descendent dans les rues et décident de contester ce miracle économique brésilien tant vanté par la presse nationale et internationale. Un véritable coup de tonnerre en plein ciel bleu...

En effet, si les mobilisations ont commencé par des revendications sur la baisse du prix du transport public, les demandes se sont ensuite portées sur le droit à des systèmes de santé et éducatif de qualité, les professeurs en grève ayant à plusieurs reprises insisté sur la qualité de l'enseignement et sur leurs conditions de travail plutôt que sur une hausse des salaires. Enfin, ces manifestations avancent une critique de plus en plus claire de l'état policier dont les victimes quotidiennes sont les secteurs les plus précaires de la société.

Revenons sur les mobilisations par une chronologie sélective des faits, puis par une étude de cette « nouvelle classe moyenne » dont on parle tant, principal acteur de cette lutte politique.

Chronologie sélective des mobilisations

Dans un premier temps, on voit clairement la mobilisation des secteurs de la gauche articulés depuis quelques années autour de la question du transport public et du droit à la ville. Cette mobilisation,

¹ Sociologue et chercheur à l'EHESS.

en raison d'une répression disproportionnée des forces de l'ordre, pousse d'autres secteurs de la société civile à manifester. Ces classes, par définition multiformes, vont étendre leurs revendications et leurs mots d'ordre à un point d'abstraction politique visant les pratiques de corruption, la vie parlementaire et le système de représentation démocratique dans son ensemble.

LES PREMIÈRES MOBILISATIONS

Le 13 juin, environ 10 000 manifestants protestent dans les rues de São Paulo contre l'augmentation du prix des transports publics. Des manifestations ont lieu dans d'autres villes brésiliennes, mais aucune n'est comparable en taille et en conséquences à celle de São Paulo. Au quatrième jour des mobilisations, ces manifestants, organisés majoritairement autour du *Movimento Passe Livre*, sont brutalement attaqués par les forces de police. Les journalistes des grands médias – jusqu'alors défavorables aux manifestants et aux revendications – ne sont pas épargnés.

Un changement majeur s'opère alors : ce qui avait débuté avec quelques milliers de manifestants de gauche comme une lutte économico-corporatiste centrée sur le transport public se transforme rapidement, après l'adhésion des médias de masse et d'amples secteurs de la société civile, en une lutte contre l'état des choses au Brésil. Le 20 juin, un million de manifestants descendent dans les rues – un chiffre record dans l'histoire politique brésilienne. Outre la réduction du tarif du transport public, ces manifestants scandent aussi leur révolte contre l'organisation de la Coupe du monde de football et des Jeux olympiques ; contre la corruption, la vie parlementaire et les hommes politiques dans leur ensemble ; contre la dégradation des services publics de santé et d'éducation, etc.

LA RÉPONSE DE L'ÉTAT

La scène politique et sociale du pays est prise d'assaut par cette masse de manifestants. Face à ces événements, l'Etat cherche à réagir vite et la présidente propose un pacte en cinq points pour renouer avec le peuple : 1) honorer la dette publique ; 2) faire une réforme politique ;

3) faire une réforme urbaine (centrée sur la mobilité et le transport public); 4) réformer le système éducatif; et enfin et non des moindres, 5) réformer le système de santé.

Cependant, la plupart de ces points n'entraînent pas d'actions effectives : la dette publique reste la primauté de la politique économique brésilienne et sera honorée; la réforme politique a été bloquée au Parlement par l'ensemble des partis; le modèle privatiste du transport public basé sur les appels d'offres n'a pas été remis en cause; les crédits à l'éducation ont été utilisés comme justificative politique pour mettre aux enchères les réserves de pétrole brésilien; et enfin, des médecins étrangers ont été embauchés pour pallier au manque de professionnels de la santé.

LA GÉNÉRALISATION DU MOUVEMENT PROTESTATAIRE

Passée la tempête de juin, on assiste pendant les mois de juillet et août à une tentative, de la part des syndicats et des partis de gauche, de récupération du mécontentement des masses. Des journées de grève sont organisées le 11 juillet et le 30 août avec une adhésion non négligeable des travailleurs. D'autres secteurs de la classe ouvrière en profitent pour se mobiliser et organiser des piquets de grève : c'est le cas par exemple des ouvriers de Scania, des travailleurs de la poste brésilienne ou des employés de Petrobras¹.

Le 8 août, une grève des professeurs du primaire et du secondaire éclate à Rio de Janeiro contre le nouveau plan de carrière² des professeurs et pour de meilleures conditions de travail. Cette grève, qui durera deux mois et réunira près de 10 000 professeurs en assemblée – soit un quart du corps enseignant de l'état de Rio de Janeiro – sera brutalement réprimée plus d'une fois par les forces de l'ordre. Le 26 septembre, environ 180 professeurs occupent le Parlement de Rio pour essayer d'empêcher l'adoption du nouveau plan de carrière. À l'aube du 29, le bataillon de police anti-émeute envahit les lieux

1 Le géant brésilien de l'industrie pétrolière, 8^e entreprise mondiale d'après le classement Forbes.

2 Le plan de travail, carrière et rémunération prévoit des ajustements salariaux, instaure la semaine de 40 heures, etc.

et expulse les professeurs grévistes avec la force qui le caractérise.

Loin des beaux quartiers et des images diffusées *ad nauseam* par les grands médias – qui de leur côté essaient coûte que coûte d'ancrer le mouvement dans l'insatisfaction populaire envers la corruption – les manifestations dans les banlieues et favelas de Rio et de São Paulo montent en puissance, s'articulant autour de la demande de logement et le droit à la ville, et de la dénonciation de l'État d'exception¹ d'un Brésil qui depuis 1985 est devenu certes démocratique, mais dont les forces de l'ordre continuent à utiliser contre la population pauvre et métisse les mêmes procédés brutaux que lors des années de plomb de la dictature. La disparition d'un travailleur pauvre d'une favela de Rio, arrêté par la police le 14 juillet devant sa maison puis emmené au poste de l'Unité de police pacificatrice (UPP) et disparu depuis cette date, met le feu aux poudres. Le cas Amarildo (du nom de ce travailleur) dépasse les limites socio-géographiques des favelas et rend visible pour l'ensemble de la population brésilienne la violence policière vécue quotidiennement par les travailleurs des banlieues.

Enfin, des *black-blocs* apparaissent au fil du temps : des groupes de jeunes masqués et habillés en noir, en grande partie originaires des quartiers pauvres et jusque-là peu visibles dans les manifestations. Ils s'opposent violemment à la police et font la une des principaux journaux.

Le cadre politico-social des manifestations s'est donc complexifié.

PROFIL SOCIOLOGIQUE DES MANIFESTANTS

Quelle est la description sociologique de ces manifestants qui ont bouleversé l'histoire politique récente²? Les manifestants sont globale-

1 À l'opposé de l'État de droit démocratique, l'État d'exception désigne une situation où le droit commun est suspendu. Ce régime peut se caractériser par la centralisation des décisions, des régulations flexibles en fonction des intérêts, etc.

2 On constate le manque d'informations concernant le profil social de ces agents, en dehors de quelques enquêtes : Institut DataFolha (17 juin à São Paulo) ou IBOPE (20 juin dans 8 villes brésiliennes).

ment jeunes¹, diplômés², et à revenus peu élevés^{3,4}.

On peut faire sensiblement les mêmes observations quant aux professeurs du primaire et du secondaire en grève. Détenteurs pour la plupart d'un diplôme du supérieur et rémunérés environ 2 900 réais (874 €⁵) pour 40 heures de travail hebdomadaire, les professeurs à Rio ont un profil socio-économique semblable à celui des manifestants.

Or, c'est justement cette image qui a servi de base à différentes analyses du mouvement, lesquelles ont voulu voir dans les manifestations l'ascension de la « nouvelle classe moyenne » brésilienne en tant que sujet politique actif⁶. Avant de s'interroger sur l'exactitude de cette affirmation, il convient de déterminer ce que recouvre ce concept.

Une nouvelle classe moyenne ?

Malgré des avancées économiques indéniables et la fin de l'extrême pauvreté pour des dizaines de millions de Brésiliens, parler de l'apparition d'une « nouvelle classe moyenne » est abusif. Il s'agit plutôt de l'ascension d'un nouveau précaire.

LES ANNÉES LULA

Entre l'arrivée au pouvoir de Lula et du Parti des Travailleurs (PT) en 2003 et 2011, trente millions de Brésiliens, soit 9 millions de foyers, sont sortis de l'extrême pauvreté. C'est une avancée extraordinaire, que personne n'avait jamais réussi à réaliser au Brésil. Cette population a vu ses revenus augmenter considérablement grâce à plusieurs facteurs : les politiques de transfert de revenus comme la politique *Bolsa familia*,

1 À São Paulo, 65% ont entre 21 et 35 ans (source : Data Folha) ; dans les 8 villes répertoriées par l'IBOPE, 63% ont moins de 30 ans.

2 À São Paulo, 77% ont un diplôme du supérieur (source : Data Folha) ; dans les 8 villes répertoriées par l'IBOPE, ils sont 43%.

3 45% des manifestants perçoivent moins de 5 fois le salaire minimum par foyer, et 30% entre 2 et 5 fois le salaire minimum (source : IBOPE).

4 Le salaire minimum au Brésil est de 678 réais (201 €), une somme dérisoire par rapport au coût de la vie, notamment dans les grandes villes. Pour accomplir ses obligations légales, le salaire minimum devrait être équivalent à 875 € (source : DIEE).

5 Taux de change de février 2014.

6 Thèse soutenue par l'ancien président Lula dès sa première prise de parole postérieure aux manifestations de juin 2013.

qui ont permis à un nombre important de familles aux conditions de vie jusque-là misérables d'accéder à une vie plus digne ; le développement du crédit à la consommation ; la généralisation du travail déclaré et la conséquente augmentation du salaire minimum¹.

Tout en étant le fruit d'une série de politiques d'État, ces transformations ne sont toutefois pas la simple conséquence d'une volonté réformiste : elles proviennent également d'un réajustement de la politique économique internationale. Après la crise de change de 1999, l'État brésilien met en place un nouveau régime de politiques macro-économiques. Le pays voit l'ascension du grand capital exportateur de *commodities* au sein du bloc de pouvoir, de pair avec la consolidation du secteur financier, indispensable pour la stabilité. Le retour de ce groupe au sein du bloc de pouvoir est directement lié à la croissance des exportations brésiliennes de produits agro-alimentaires et à basse valeur ajoutée, possible grâce à l'explosion de la demande mondiale pour des produits pour lesquels le Brésil possédait déjà une très haute compétitivité².

Sans ces excédents de la balance commerciale, les politiques monétaires et fiscales n'auraient pas pu être assouplies. Or, c'est cet assouplissement qui soutient les hausses du salaire minimum et le développement des prestations sociales comme la *Bolsa familia*, et donc, par effet boule de neige, l'expansion du crédit et le développement de la consommation des travailleurs du bas de la pyramide sociale.

VOUS AVEZ DIT « CLASSE MOYENNE » ?

Toute une partie de la population a ainsi pu accéder à un marché de biens durables auparavant inaccessible. De tels changements, surtout en ce qui concerne les améliorations vécues par la base de la pyramide sociale brésilienne – exception faite des 16 millions de Brésiliens qui

1 Le salaire minimum est passé de 200 réais en 2002 à 622 réais en 2012 – une augmentation en valeur réelle de 62.21%. Entre 1995 et 2002, le salaire minimum avait augmenté en valeur réelle de 21% seulement.

2 Les pays asiatiques ont ciblé le marché international avec des produits industrialisés, et ont laissé leur marché de consommation interne de produits agro-alimentaires ouvert à des nations comme le Brésil.

restent très pauvres ou misérables, un chiffre qui reste non négligeable – ont poussé certains chercheurs, ainsi que le gouvernement, à l'élaboration d'un discours politico-scientifique qui voit dans ce processus l'ascension d'une « nouvelle classe moyenne ».

Mais la méthodologie de l'État est exclusivement basée sur le niveau moyen de revenu des familles, et néglige délibérément des données d'ordre sociologique. Cette « nouvelle classe moyenne » est constituée de foyers ayant en 2013 un revenu moyen mensuel compris entre 1315 et 5172 réais (396 et 1559 €). Le Brésil deviendrait ainsi un pays de classe moyenne, puisque cette strate regrouperait 94,9 millions de Brésiliens – ou 50,5% de la population totale du pays¹.

Pourtant, en analysant de plus près les conditions de vie de cette population et en s'éloignant du discours officiel, on est tenté de relativiser drastiquement cette appartenance à une classe moyenne telle qu'elle est normalement perçue. Les données concernant d'une part l'accès de cette « nouvelle classe moyenne » à des biens et services (logement, accès au crédit bancaire par exemple) et d'autre part la position qu'elle occupe dans la structure productive brésilienne (en gros, le marché du travail) montrent clairement sa précarité. Parmi ces presque 100 millions de Brésiliens « classe moyenne » : 64% n'ont pas de carte de crédit, 82 % n'ont pas droit au découvert dans leur banque, 16% ont un ratio d'habitant par chambre égal ou supérieur à 3 personnes, 75% du total des maisons n'ont qu'une seule salle de bains, et 390 000 familles n'ont pas de toilettes dans leur maison ! La situation ne s'améliore pas lorsqu'on se tourne vers la condition du chef de foyer : seulement 7% ont un diplôme du supérieur et 10 % sont analphabètes.

En termes d'insertion sur le marché de travail, le pays est certes sorti du cadre des années 1990, marqué par une contraction du marché de l'emploi. Cependant, sur les 21 millions d'emplois créés au cours de la première décennie du XXI^e siècle, 95% correspondent à des postes avec un salaire égal ou inférieur à 1,5 fois le salaire minimum – soit 1017 réais en valeur de 2013 (306 €). À cela, il faut rajouter 4,3 millions d'emplois en moins dont les salaires étaient équivalents à 3390 réais

(1021 €). Ainsi, plutôt qu'une « nouvelle classe moyenne », nous assistons à l'ascension d'une classe de *working poor*, c'est-à-dire des travailleurs pauvres. De plus, l'analyse de la répartition des actifs montre que 20% sont sur le marché informel et 9% sont non rémunérés.

Le modèle de développement économique mis en place par le gouvernement de Lula, puis de Dilma Rousseff, a permis cette expansion de la consommation interne en conservant le « bloc de pouvoir », et donc la suprématie du capital financier international sur la politique économique. Il est à regretter que la croissance du PIB n'ait pas été utilisée dans l'augmentation du budget fédéral pour des services publics de base tels que la santé ou l'éducation. L'augmentation du PIB a été utilisée essentiellement pour payer la dette publique, et les politiques publiques ont largement laissé la place au secteur privé pour ce qui a trait à la sécurité sociale, la santé ou encore l'éducation. Ce « réformisme faible » ne fait qu'approfondir la précarité de la masse des travailleurs pauvres.

LA « NOUVELLE CLASSE MOYENNE » : UN NOUVEAU PRÉCARIAT

L'accès à la consommation de biens durables et les revenus moyens ont effectivement augmenté au cours de la dernière décennie. Il est cependant abusif de parler de l'ascension d'une classe moyenne, notamment lorsque l'on met en perspective l'accès à des services basiques comme la santé ou l'éducation. Parmi l'ensemble des foyers de cette couche sociale, 71% n'ont pas accès à une mutuelle de santé et 82% des enfants sont scolarisés dans le système éducatif public – dont la performance est loin d'être optimale, comme en témoigne leur désertion par les couches sociales à haut revenu qui privilégient largement les établissements privés.

Le Brésil a vécu au cours de la dernière décennie une généralisation du travail précaire et du précarat. Plus qu'une nouvelle classe sociale, cette couche sociale constituerait en effet un secteur du prolétariat partiellement exclu du marché formel du salariat. Cependant, la précarité faisant partie constitutive du prolétariat, la nouveauté ne résiderait pas dans cette condition en elle-même mais plutôt dans la généralisation d'une telle condition à d'amples secteurs de la classe ouvrière et de la masse des travailleurs.

¹ Source : SAE/PR.

En ce qui concerne ses attributs, le précarier correspond aux couches moyennes du prolétariat urbain, constitué majoritairement de jeunes adultes travaillant dans les secteurs du commerce et des services, faiblement insérés sur le marché formel du travail et dans la vie sociale au sens large. D'un côté, le précarier a tendance à cultiver un certain *ethos* de classe moyenne, basé sur la quête de l'ascension sociale et le désir de consommation. De l'autre, en raison des contradictions du nouveau monde du travail, ce prolétariat vit une double précarité : salariale et existentielle, où désir de consommation et ascension sociale sont bloqués.

Conclusion

Les manifestations de juin 2013 ont gardé pendant presque toute la période un rapport très étroit avec les frustrations et les attentes déçues de cette masse de travailleurs précaires, les secteurs de la société plutôt à droite restant largement secondaires dans cette lutte.

Malgré l'émergence de demandes politiques plus précises de la part de ce précarier, la difficulté réside dans l'élargissement des expériences organisatrices capables de faire valoir attentes et désirs politiques. Au vu du caractère nécessairement composite de cette couche du prolétariat, le défi majeur est pour elle de persister suffisamment pour construire son projet politique et trouver une forme nouvelle d'organisation.

Retrouvez la bibliographie et les références de cet article sur le site www.anacaona.fr, rubrique Je suis Favela.